

La procédure à suivre pour l'enregistrement des associations internationales auprès du Tribunal de Commerce

***Elisabeth Soudant,
Greffière adjointe, Tribunal de Commerce de Bruxelles**

Le 29 octobre 2009, j'ai eu la chance d'être invitée dans le cadre d'une conférence-débat à venir expliciter les modalités d'enregistrement des AISBL.

Dès le départ, il m'a semblé important de pouvoir faire la différence entre les ASBL, AISBL et ASBL étrangères.

Une AISBL s'entend d'une association ouverte aux Belges et aux étrangers, ayant son siège social en Belgique et poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale. Il s'agit donc d'une association de droit belge. C'est son but à caractère international qui va la distinguer d'une "simple" ASBL.

Les ASBL étrangères, quant à elles, sont des ASBL valablement constituées à l'étranger conformément à la loi de l'Etat dont elles relèvent et qui ouvrent un centre d'opération en Belgique.

Comment créer une AISBL ?

La création d'une AISBL requiert un acte authentique et une reconnaissance royale.

L'acte authentique nécessite l'intervention d'un notaire. Mais l'acte authentique ne suffit pas. L'AISBL n'acquiert en effet la personnalité juridique qu'au jour où un arrêté royal de reconnaissance intervient.

Pour obtenir la reconnaissance royale, les documents suivants doivent être envoyés au Service Public Fédéral Justice Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits Fondamentaux 115, boulevard de Waterloo - 1000 Bruxelles

- une expédition sur timbre de l'acte notarié de création de l'association internationale, et le cas échéant, de ses annexes ;
- une requête, adressée au ministre de la Justice, demandant l'octroi de la personnalité juridique ;
- la liste des membres du conseil d'administration

Lorsque l'arrêté royal est signé, l'administration envoie un exemplaire au notaire instrumentant, et trois à l'association internationale.

Les règles de publicité

Comme pour les ASBL, tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'AISBL doivent mentionner :

- Sa dénomination sociale ;
- Les mots "association internationale sans but lucratif" ou le sigle "AISBL" ;
- L'adresse de son siège social.

Les AISBL disposent également d'un dossier tenu au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel se trouve leur siège social. Outre une expédition de l'arrêté royal de reconnaissance, il est nécessaire de déposer dans ce dossier :

- les statuts et leurs modifications ;
- le texte coordonné des statuts suite à leur modification ;
- les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation des fonctions des administrateurs et, le cas échéant, des personnes habilitées à représenter l'AISBL.
- les décisions actant la dissolution de l'AISBL et sa liquidation ;
- les comptes annuels de l'AISBL.

(art.51,§2, de la loi)

Enfin, certains actes doivent être publiés aux annexes du Moniteur belge. Il s'agit :

- des statuts et de leurs modifications ;
- des actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation des fonctions des administrateurs et, le cas échéant, des personnes habilitées à représenter l'association internationale sans but lucratif ;
- des décisions relatives à la dissolution de l'AISBL et à sa liquidation.

(art.51, §3 de la loi)

C'est le greffe du tribunal de commerce qui se charge ici de transmettre les documents à publier au Moniteur belge.

Modifications des statuts

1. Modifications du ou des buts

Les modifications du ou des buts en vue desquels l'AISBL est constituée ainsi que des activités qu'elle se propose de mettre en œuvre pour atteindre ces buts requièrent un arrêté royal.

Il convient, dès lors, de faire parvenir les documents suivants :

1. une copie des derniers statuts coordonnés tels que déposés au greffe ;

2. un extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale, signé par la ou les personne(s) compétente(s), contenant le but modifié et d'où il ressort clairement que ce but a été approuvé aux quorums de présence et de vote requis ;
3. une requête, adressée au Ministre de la Justice, demandant l'approbation de la modification ;
4. la liste des membres du conseil d'administration en fonction à :

la Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux
115 boulevard de Waterloo
1000 Bruxelles
Charlotte Sevenants, tél. : 02 542 75 63.

Lorsque l'arrêté royal sera intervenu, l'administration enverra une expédition de l'arrêté au notaire et trois expéditions à l'association internationale. Une des trois expéditions devra être communiquée au greffe du tribunal de commerce.

Attention !

Les modifications statutaires relatives :

- aux attributions, mode de convocation et mode de décision de l'organe général de direction de l'ASBL ainsi que les conditions dans lesquelles ses résolutions sont portées à la connaissance des membres ;
- les conditions de modification des statuts, de dissolution et de liquidation de l'association ainsi que la destination du patrimoine de l'ASBL doivent être constatées par acte authentique c'est à-dire acte notarié (loi programme du 27/12/2004).

Les autres modifications aux statuts non visées ci-dessus sont constatées par *acte sous seing privé*.

Faut-il publier les comptes ?

Chaque année, les ASBL, fondations et AISBL doivent déposer au greffe du tribunal de commerce leurs comptes annuels. Le non-dépôt des comptes pour trois exercices consécutifs peut entraîner la dissolution de l'ASBL ou de la fondation.

La conférence s'est achevée par des échanges constructifs qui ont permis à chacun d'y voir plus clair.

Comme je l'ai signalé aux participants, en cas de problème, on peut téléphoner au service des AISBL qui ne manquera pas de répondre aux différentes questions qui restent en suspens.

*elisabeth.soudant@just.fgov.be
tel : 02 346 03 33 ou 02 346 14 53

Modification législative en préparation en matière de fusion d'ASBL-12 décembre 2009

Le projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice (II) est actuellement à l'examen dans les Commissions de la Justice compétentes¹.

En cours d'examen du projet par l'une des Commissions, un groupe de parlementaires a introduit une proposition d'amendements qui vise à insérer un nouvel article 58 dans la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL, AISBL et fondations². Ce nouvel article organiserait la pseudofusion d'ASBL (et d'autres personnes morales sans but lucratif) en faisant application de l'article 770 du Code des sociétés relatif à la cession d'universalité.

La proposition parlementaire revient à imposer une procédure suivant laquelle l'ASBL absorbée ferait apport gratuit de son patrimoine à l'ASBL absorbante sous la forme d'une cession d'universalité conformément à l'article 770 du Code des sociétés. Cette solution présente l'inconvénient suivant : l'ASBL absorbée n'est pas dissoute par la cession de son patrimoine et elle doit encore être dissoute et liquidée après avoir opéré la cession³.

La même proposition étendrait l'obligation d'un acte authentique (acte notarié) pour toute cession d'universalité effectuée par une ASBL. Il s'agirait d'une dérogation injustifiée à l'article 2, alinéa 2 de la loi du 27 juin 1921 qui laisse le choix entre une acte authentique ou un acte sous seing privé. Les frais de notaire viendraient s'ajouter aux autres frais importants de publications légales incombant aux ASBL fusionnantes, même lorsqu'aucun immeuble ne figure dans la cession d'universalité.

Le texte légal proposé pour le nouvel article 58 à introduire dans la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL, AISBL et fondations est particulièrement compliqué. Il suppose qu'on réécrive divers articles du Code des sociétés pour les adapter au cas des ASBL⁴.

Selon toute vraisemblance, si aucune réaction ne se fait jour, la proposition parlementaire sera regroupée dans l'ensemble du projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice (II). Elle ne fera même pas l'objet d'un examen critique par le Conseil d'Etat et sera votée en bloc en fin de législature 2009.

On doit regretter qu'aucun organisme professionnel représentant les entreprises du secteur non-marchand n'ait été consulté. Il s'agit pourtant d'une matière qui intéresse un grand nombre d'entités non-marchandes que la crise pousse à se regrouper par voie de fusion. La normalité du processus législatif aurait été qu'on tienne compte de l'avis de leurs groupements représentatifs.

Christian Fischer
CEDRAF

¹ Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice (II) : Document Chambre 52 n°2161/001.

² Document Chambre 52 n°2161/004 (amendements de Nyssens et consorts).

³ La fusion par absorption conforme au Code des sociétés évite cet écueil puisqu'elle prévoit expressément la dissolution sans liquidation de la société absorbée. Elle a souvent été utilisée efficacement par des groupes associatifs au sein desquels une fusion d'ASBL s'imposait, en dépit du manque d'opposabilité aux tiers (inopposabilité qu'il faut absolument corriger par une loi adéquate).

⁴ Remaniement des articles 670, 760 à 767 et 770 du Code des sociétés.